

CIBLE

Protestations

Les Français ne retrouveront leur liberté qu'en se révoltant, affirmait le défunt comte de Paris. Pourtant, le relatif calme social des derniers mois de 2002 semble conforter ceux qui se désolent de l'apathie générale - ou s'en réjouissent discrètement.

C'est oublier les dix millions de citoyens qui ont voté contre les représentants de la classe dirigeante, l'immense colère qui secoue tout le secteur de la santé... C'est négliger la protestation silencieuse ou discrète de celles et ceux qui ne peuvent exprimer leur angoisse et leur révolte dans la rue ou par la grève. Le succès des livres et des films qui dénoncent le harcèlement au travail prouve l'ampleur du mouvement de résistance, qu'une récente enquête du ministère des Affaires sociales est venue confirmer : plus de 10 % des salariés estiment qu'ils sont harcelés et beaucoup parmi eux n'hésitent plus à porter plainte contre leurs supérieurs hiérarchiques.

Les députés de l'UMP ont tiré la leçon de ce constat en votant un amendement à la loi de modernisation sociale qui rend la preuve du harcèlement plus difficile à établir par les salariés. C'est stupide et dangereux : compliquer le recours légal, c'est favoriser la violence.

PAYS ARABES

Monarchie et islam

Enquête

Les favoris de l'État

p. 6/7

Économie

La dictature des experts

p. 8

Du balai dans le népotisme !

Le « népotisme », mot de notre invention, est un endroit où se pratique le népotisme - c'est-à-dire la volonté qu'ont les hommes de pouvoir de placer leurs parents. De ce point de vue, nous sommes servis. Les épouses de ministres occupent une place indue, au mépris du droit et de la simple prudence.

Royalistes, que de fois avons-nous courbé la tête au rappel des turpitudes des rois de France et des scandales qui ont ponctué la vie de leur cour. Maîtresses, favorites et favoris, parasites, financiers véreux, clientèles, prébendes, confusions fréquentes entre les finances royales et les bourses privées... Aux vices de Versailles, on nous opposait fièrement la vertu de Robespierre et la pureté de Saint-Just...

Nos censeurs oubliaient la contribution des monarchistes libéraux à l'élaboration du droit politique moderne et à l'établissement des règles budgétaires... De plus, le défunt comte de Paris nous avait appris que la monarchie française n'est pas le « gouvernement des familles par une famille » comme le répétaient stupidement les contre-révolutionnaires du XIX^e siècle mais une transmis-

sion successorale (et non pas « héréditaire ») du père au fils selon la loi de l'État.

Royalistes fidèles et citoyens aussi soucieux que d'autres de la République, nous sommes en droit de prier ceux qui nous donnent des cours d'histoire de ne pas revenir aux mauvaises mœurs d'antan.

Tel n'est pas le cas. L'exercice du pouvoir se confond depuis trop longtemps avec la pratique d'un favoritisme éhonté (voir les pages 6 et 7 de ce numéro) et les équipes de droite et de gauche rivalisent dans un népotisme avoué et même revendiqué. Du côté socialiste, il avait fallu subir l'activisme de Monique Lang au ministère de la Culture, puis de Sylviane Agacinski-Jospin à Matignon. D'autres épouses de ministres socialistes se firent détester pour leurs pratiques dispendieuses : ce n'était pas la monarchie versaillaise mais des mœurs de Bas-Empire où des fonction-

naires scandalisés assistaient au pillage du Mobilier national et des caisses publiques par un bataillon de Madame Sans-Gêne.

A droite, ce n'est pas mieux. C'est Jacques Chirac qui donne le mauvais exemple en donnant un rôle politique à sa femme et à l'une de ses filles. Dans une monarchie royale, la reine a son statut dans l'ordre symbolique. Dans une monarchie élective, un seul est élu afin de remplir sa fonction selon la Constitution qui ne connaît ni le conjoint, ni les enfants du chef de l'État. Stricto sensu, madame Chirac n'a pas droit à l'existence politique, sauf en Corrèze où elle a été élue.

De même, Anne-Marie Raffarin ne devrait pas disposer « d'un petit bureau et d'un secrétariat à Matignon » (*Le Monde* du 5/10/02) ni représenter son mari dans certaines manifestations. Et les épouses de Luc Ferry, Xavier Darcos,

Nicolas Sarkozy ne devraient pas, sauf exception justifiée par des titres, intervenir dans le travail du cabinet de leur mari.

Plus grave encore : ce népotisme est maintenant donné en exemple au peuple français comme en témoigne l'émission consacrée au couple Sarkozy sur *France 2* le 19 décembre. Émission flagorneuse, pur produit du journalisme courtisan et de la démagogie gouvernementale qui consiste à affirmer qu'il est moderne et bien naturel désormais de mêler la vie publique et les affaires privées.

Cette confusion nie les principes de notre droit politique et insulte la souveraineté nationale. Elle est coûteuse pour le citoyen-contribuable car ces dames (à l'exception de Cécilia Sarkozy nous dit-on) sont rémunérées pour leurs prétendus services - sans compter les frais de secrétariat, de déplacement et de table - puisque des familles entières se sont installées dans les logements de fonction. Elle est dangereuse pour les ministres eux-mêmes : on a déjà vu une maîtresse maltraitée raconté à la presse des histoires graveleuses sur son amant, au grand dam de l'épouse légitime, et on a pu prendre récemment connaissance (dans *Le Nouvel Observateur* du 7/11/02) du jugement impitoyable que portait la première femme de Lionel Jospin sur son mari.

D'où le conseil que nous adressons au président de la République : avant qu'il ne soit trop tard, coup de balai dans le népotisme. En commençant par l'Élysée et Matignon.

Maria DA SILVA

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Du balai dans le népotisme - p.3 : Une parole qui s'envole - Avec nos meilleurs vœux - p.4 : Rigueur - La grande valse des étiquettes - p.5 : Monarchies arabes - p.6/7 : Fichier du grand favoritisme - p.8 : La dictature des experts - p.9 : Montaigne, notre contemporain absolu - p.10 : Gotha - Un certain royalisme - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'état de guerre.

REDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Une parole qui s'envole

Où l'on voit comment Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement, parvint à expliquer à la presse pourquoi Jacques Chirac, en reniant l'engagement qu'il avait pris, resterait fidèle à la parole donnée.

A démonstration simple, conclusion évidente : 1/ Il est vrai que Jacques Chirac a prononcé le 10 avril 2002 à Rouen la phrase qui suit : *« Les Français devront naturellement être consultés par référendum sur cette réforme essentielle »* - à savoir la décentralisation.

2/ Nul ne saurait tenir cet énoncé pour une promesse, car Jean-François Copé avoue humblement ceci : *« Je ne sais pas ce qui est une promesse ou ce qui ne l'est pas »*, et nous convie à faire preuve de la même humilité devant le concept.

3/ Derrière la non-promesse, les Français auraient dû apercevoir la grandeur du projet chiraquien, que le porte-parole à la bonté de nous rappeler : *« Sur ce sujet, l'engagement qui a été pris a été de réformer la Constitution pour libérer les énergies, faire que sur le territoire national, il y ait plus de décentralisation et que la décision soit rapprochée du citoyen. »* Et de nous mettre en garde contre une *« erreur d'interprétation »* :

a) A lire la déclaration présidentielle, nous pourrions comprendre que la décentralisation est « cette réforme essentielle » qui implique référendum.

b) Or, « le grand engagement du président de la République, c'était de déverrouiller la République » et la décentralisation n'est qu'un aspect de ce pétage de verrou.

c) Donc un référendum aurait été « prématuré ». Ce

qui laisse supposer que nous serons un jour où l'autre consultés sur le déverrouillage.

4/ Pour le moment, nous avons seulement affaire à un projet de loi qui vise à développer la démocratie. Il peut paraître étrange que, dès lors, le citoyen ne soit pas consulté sur les voies et moyens de ce renforcement de la proximité démocratique.

C'est là un faux paradoxe : Jean-François Copé nous explique que c'est au contraire par respect du citoyen, pour ne pas lui faire perdre son temps, qu'on ne lui demande pas son avis. La décentralisation doit se faire en trois étapes : la réforme constitutionnelle, des lois organiques, puis des transferts. *« Faire un référendum maintenant, c'est aborder un tiers du problème. C'est prématuré, cela fausserait la transparence du débat. »* En d'autres termes, les chefs de la majorité décident d'appliquer un principe (au cours d'un débat « technique » comme dit M. Poncelet) et d'en tirer toutes les conséquences (lois « techniques », transferts « techniques » de compétences) puis ils consulteront les Français sur le point de savoir s'il faut faire ou non faire cette décentralisation.

Et voilà pourquoi le peuple restera muet pendant que le « dossier » sera « traité » par le Congrès. La transparence est sauve. Merci, Monsieur Copé.

Yves LANDEVENNEC

Avec nos meilleurs vœux

Depuis vingt ans, les musulmans de France tentaient de s'organiser avec le concours de l'État. Sous la pression de Nicolas Sarkozy, un conseil représentatif a enfin vu le jour.

Les problèmes posés par la pratique de la religion musulmane sur le territoire national sont simples, mais la mise en œuvre de la solution institutionnelle a été complexe.

Nous sommes dans le cadre d'un État laïc, neutre quant aux croyances et aux rites, mais qui doit tenir compte de l'histoire religieuse de la nation et qui a besoin d'interlocuteurs représentatifs. Lorsque les différentes religions sont constituées en églises ou en communautés religieuses structurées (judaïsme, catholicisme, orthodoxie, protestantisme) la question est résolue depuis longtemps.

L'islam en France n'est certes pas une nouveauté, comme certains affectent de le croire, mais cette religion ne disposait pas d'institution représentative et les inconvénients de cette situation étaient soulignés depuis une vingtaine d'années.

A droite comme à gauche, on s'inquiétait de voir des groupuscules confisquer la parole musulmane et la transformer en slogans extrémistes sous l'œil des caméras. On s'inquiétait aussi de l'influence idéologique et financière des saoudiens et on souhaitait, comme la grande majorité des musulmans français ou résidant en France, que la religion islamique se dote d'une organisation représentative et autonome sur tous les plans.

La question était donc bien posée, en termes politiques et dans le cadre national. Pierre Joxe, Charles Pasqua et Jean-

Pierre Chevènement ont tenté de la résoudre, en concertation avec les diverses organisations et personnalités musulmanes. Ils n'y sont pas parvenus. Nicolas Sarkozy est intervenu à son tour, avec le même souci que ses prédécesseurs, mais cette fois apparemment avec succès.

Aux termes de discussions longues et parfois vives, un accord a été trouvé le 20 décembre dernier au château de Nainville-les-Roches. Un Conseil français du culte musulman (CFCM) a été créé. Il est présidé par Dalil Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris, les deux postes de vice-présidents ont été attribués à Fouad Alaoui, secrétaire général de l'UOIF (Union des musulmans islamiques de France) et à Mohamed Béchari, président de la FNMF (Fédération nationale des Musulmans de France) ; le secrétariat général du Conseil sera assuré par un représentant du Comité de coordination des musulmans turcs de France. Le Conseil aura pour première tâche d'organiser des élections, qui sont prévues pour le printemps prochain.

Nous nous réjouissons de cet accord équilibré et nous adressons nos respectueuses félicitations au Dr Dalil Boubakeur ainsi qu'à Soheib Bencheikh, grand mufti de Marseille, qui siège au bureau du Conseil comme personnalité qualifiée et que nous avons reçu dans nos locaux parisiens pour deux conférences reprises pour l'essentiel dans les colonnes de *Royaliste*.

Yvan AUMONT

Rigueur

Alors que les oligarques de droite consentent des aménagements fiscaux aux financiers de haut vol avec autant de zèle que les oligarques de gauche (voir p. 6-7 de ce journal) l'UMP se singularise en détruisant l'infirmerie sociale mise en place par les socialistes.

C'est ainsi que la droite parlementaire a supprimé la gratuité des soins pour les personnes majeures qui bénéficient de l'AME, en clair l'Aide Médicale d'État qui est attribuée aux personnes sans ressources exclues, faute de papiers, de la Couverture Maladie Universelle.

Cette mesure a provoqué la protestation générale des associations de lutte contre la misère (notamment ATD Quart Monde) des syndicats de médecins et du Dr Xavier Emmanuelli, fondateur du Samu social de Paris et ancien ministre RPR.

Tous et toutes démontrent que les bénéficiaires de l'AME ne pourront pas payer le forfait hospitalier, ni le ticket modérateur pour les consultations. Faute de dépistage et de menus soins, les maladies graves seront plus nombreuses chez les sans-papiers et les risques épidémiques seront aggravés pour l'ensemble de la population.

Heureusement, il y a un secrétaire d'État à la lutte contre la précarité et à l'exclusion (Mme Versini) qui a annoncé à la veille de Noël une discussion avec les associations avant la publication du décret d'application. On tire d'abord, on négocie après. Avec Raffarin, le western est quotidien.

Jacques BLANGY

Alors que le gouvernement s'apprête à « communiquer » sur la réussite du passage à l'euro, partout en Europe les citoyens-consommateurs observent des hausses de prix sur les produits courants qui réduisent fortement leur pouvoir d'achat.

Le passage à l'euro a-t-il favorisé de fortes hausses de prix ? Oui, certainement. L'euro a-t-il provoqué un surcroît d'inflation ? Non, assurément.

Cela fait un an que le débat sur l'euro et l'inflation tourne en rond, un an qu'on se jette à la tête des statistiques, des pourcentages et des relevés de prix qui ne veulent rien dire – à moins qu'on ne précise les définitions et qu'on situe les domaines d'investigation.

L'inflation est un phénomène qui concerne la monnaie et qui se traduit par une défiance à l'égard du papier-monnaie qui circule abondamment dans une zone donnée. La hausse des prix (et avec plus ou moins de retard celle des salaires) est une conséquence du phénomène inflationniste. En ce sens, la zone euro n'est pas dans une spirale inflationniste – bien au contraire.

Ma définition de l'inflation est grossière et incomplète mais elle a l'avantage de distinguer l'inflation de la hausse des prix. Si on confond les deux selon une définition largement répandue (l'inflation comme hausse du niveau général des prix) il faudrait publier chaque mois un indice incluant notamment le prix des titres boursiers, en hausse puis en forte baisse, les prix de l'immobilier qui étaient toujours en hausse spéculative en décembre dernier. Or nous avons pris la mauvaise habitude de parler du taux d'inflation

au vu de l'évolution mensuelle du seul indice des prix à la consommation, qui connaît ses propres fluctuations et qui est établi par l'INSEE à partir de 216 postes de dépenses correspondant à 14 000 relevés de prix de produits ou de services. Là encore, le gouvernement peut se réjouir d'une faible « inflation » car les fortes hausses enregistrées sur certains produits ont été compensées par de fortes baisses – sur certains matériels informatiques par exemple.

Pourtant, la propagande gouvernementale bute sur le constat obstiné que font les Français et les citoyens des autres pays de la zone euro, à commencer par les Allemands : pour eux, les prix ont massivement augmenté depuis un an. D'ordinaire, *Le Consommateur* est célébré : c'est celui qui « tire » la croissance. Mais en raison de son obstination sur la question des prix, *Le Consommateur* est relégué à une infra-catégorie – celle des *Gens*. Or le propre des *Gens*, vus des hautes classes, c'est qu'ils ne comprennent rien.

L'ennui, pour le gouvernement, c'est que *Les Gens* peuvent se procurer pour une somme modique la revue *Que Choisir* (1). Or l'enquête de ce mensuel sur « l'Euro, un an après » fait apparaître de très fortes hausses de prix. La propagande peut bien brandir le taux officiel et souligner que la revue de l'Union fédérale des consommateurs a effectué un petit nombre de

relevés de prix (55) sur un petit nombre de points de vente (1 100 hypers et supermarchés). Pourtant, les chiffres publiés par l'UFC sont significatifs car ils portent sur des produits de consommation courante dans les classes moyennes et populaires. On achète des produits laitiers tous les jours, pas une voiture ou un ordinateur. Et, comme l'explique un lecteur de *Que Choisir*, une hausse des prix de l'alimentation de 10 % est plus douloureusement ressentie quand on gagne 1000 € par mois (les dépenses alimentaires représentent 50 % du budget) que quand on gagne 10 000 € (l'alimentation ne pèse plus que 10 %).

Dès lors qu'on prend soin de préciser à quels types de produits il s'applique et pour quelles classes sociales il importe, le « panier de la ménagère » est un indice pertinent. Sur deux ans, les relevés de prix se traduisent par une augmentation moyenne de 8,2 % (avec des hausses de 20, 23 et même 36,5 % pour certains produits) et indiquent les effets négatifs du passage à l'euro pour les consommateurs qui ont été victimes des procédés de la grande distribution – que Christian Jacquiau explique dans le détail aux lecteurs de *Que Choisir* ? (2).

Pour compenser la mauvaise affaire de l'euro, il faudrait augmenter de 10 % les salaires moyens et bas. C'est ce que le gouvernement ne fera pas.

Sylvie FERNOY

(1) N° 400, Janvier 2003, p. 16-19. 3,95 €

(2) Cf. sa tribune libre dans *Royaliste* n° 805.

Monarchies arabes

Les monarchies arabes présentent un bilan positif. Le modèle pourrait constituer une solution raisonnable pour un changement de régime en Iraq. La crédibilité de Londres, ex-puissance coloniale, qui a accueilli récemment un congrès de l'opposition iraquienne, sera jugée à l'aune de son influence sur Washington en la matière.

« **L**e bel avenir des monarchies », même assorti d'un point d'interrogation, donne le ton du numéro spécial des « Études de la documentation française » consacré aux *Monarchies arabes*. (1) Le succès de la succession de Hassan II du Maroc et de Hussein de Jordanie ouvre des perspectives encourageantes pour un modèle qui permet de transcender les dérives entre régime islamiste et régime militaire, d'assurer une transition démocratique contre la mythologie du parti unique et de relever dans de meilleures conditions les défis de la modernisation économique et sociale. Ce schéma qui paraîtra trop idyllique reçoit pourtant la caution d'éminents spécialistes, y compris à l'université de Princeton (États-Unis) co-organisatrice des travaux avec l'Institut Français des Relations Internationales. Des treize monarchies (sur 22 États membres de la Ligue Arabe), il n'en reste actuellement plus que huit (2). Mais on se souvient que la Tunisie jusqu'en 1957, la Libye en 1969, l'Égypte en 1952, le Yémen en 1962 et l'Iraq en 1958 furent des régimes monarchiques qui succombèrent à la vague du nationalisme arabe (nassérien, baasiste et kaddafiste) aujourd'hui à son tour moribond.

Encore faut-il distinguer des monarchies authentiques les régimes qui méritent plutôt l'appellation de familiaux comme l'Arabie saoudite et

les émirats du Golfe. La légitimité repose à l'époque moderne sur la prise en compte des besoins identitaires et des besoins d'arbitrage. Une monarchie légitime est très assurée d'elle-même face au message de l'Islam, ce que démontre fort bien l'attitude du monarque alaouite du Maroc et chérifien de Jordanie, qui peuvent tous deux se réclamer de la descendance du Prophète. On mesure la différence avec la dynastie saoudienne qui doit constamment recomposer son alliance originelle avec le wahabisme qui n'est qu'une secte au sein de l'Islam.

La monarchie arabe légitime repose également sur sa capacité à assurer, au-delà de ce premier socle religieux, le consensus au sein du peuple. Celui-ci a historiquement dépendu de sa capacité d'affirmation internationale : on rappellera ici les prises de position de Mohammed V, justement honoré à Paris l'autre semaine, face au résident colonial ou du « petit roi » Hussein de Jordanie se séparant du chef anglais de sa « légion arabe », Glubb Pacha. A chaque fois, ils se sont opposés à l'Occident sans rompre pour autant avec lui, du fait même de leur légitimité. Il n'y a plus rien de semblable dans les régimes dits républicains (qualifiés ici de « monarchies au rabais ») partagés entre l'affrontement pur et dur ou le suivisme servile.

Si l'on suit cette ligne, il faut espérer que l'administration Bush aura tiré la leçon de son

fiasco afghan pour avoir rejeté la solution monarchique à Kaboul. Au Moyen-Orient, les enjeux sont bien plus sensibles. On peut envisager le rôle de la famille hachémite à la fois à Bagdad mais aussi en Palestine, car les deux questions sont liées. L'Iraq a connu un grand roi en la personne du légendaire Fayçal d'Arabie, celui-là même qui fut assisté par le capitaine Lawrence, chassé de Damas par les canons français et réinstallé à Bagdad pour créer de toutes pièces l'Iraq moderne à l'indépendance duquel il présida en 1930 avant de mourir prématurément en 1933 à 50 ans. Son petit-fils n'avait que 23 ans quand il fut renversé en 1958 alors qu'à Amman le roi Hussein, son cousin du même âge, petit-fils d'Abdullah, le propre frère de Fayçal, résistait victorieusement à la même tentative de renversement. Aujourd'hui, peut-on renouer avec l'histoire ? Chérif ben Ali est l'un des membres les plus en vue de l'opposition iraquienne, réunie à Londres, aux côtés des

deux dirigeants kurdes (réconciliés par Mme Mitterrand, on le sait trop peu en France), des mollahs chiites et des créatures sunnites minoritaires de Washington (Chalabi et son fantomatique congrès national irakien). La balle est dans le camp des Anglais.

Mais il y a un autre enjeu sur lequel Washington demeure fort discret : l'éventualité à la faveur de la guerre contre l'Iraq d'une neutralisation des territoires de la Cisjordanie et de la création effective d'un État palestinien mais sous l'autorité non de Yasser Arafat mais du roi Abdallah, fragilisant celui-ci jusqu'au sort que connut son grand-père assassiné à Jérusalem en 1951.

La stratégie hachémite, imaginée par certains stratèges en chambre sourde, a évidemment pour don d'irriter souverainement leurs ennemis héréditaires, les Saoudiens qui les chassèrent de La Mecque en 1924. Pour certains faucons américains, c'est exactement le but recherché.

Quoiqu'il en soit de ces jeux de pouvoir, auxquels il convient de rester extrêmement attentif, car chaque trône arabe - chaque régime arabe en général - y joue son sort, qu'il plaise de relever que l'idée monarchique est loin d'être morte à la surface du globe, qu'elle n'est pas du tout sans avenir et qu'elle mérite considération de tous nos décideurs.

Yves LA MARCK

(1) « *Monarchies arabes. Transitions et dérives dynastiques* », sous la direction de Remy Leveau et Abdallah Hammoudi, les études de la Documentation française, 2002, 286 pages, prix franco : 19 €.

(2) Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, Qatar.

Royaliste a besoin de nouveaux lecteurs.

**Vous seul pouvez
les lui procurer !**

Faites connaître le journal à vos amis :
offrez-leur un abonnement d'essai.

Abonnement d'essai de 3 mois = 3,80 €

H

élas ! En France comme partout, il y a de véritables bandits. En prison, en fuite ou préparant dans

l'ombre leurs mauvais coups, ils sont inscrits au fichier du grand banditisme. Inspirée par l'enquête d'Olivier Toscer (1), Annette Delranck propose malicieusement la création d'un fichier du grand favoritisme, qui contiendrait les noms de bénéficiaires de la manne étatique ainsi que les techniques et les organismes qui leur permettent d'accumuler, sur le dos des citoyens-contribuables de fabuleuses richesses.

● **Arnault, Bernard.** Polytechnicien. Patron du groupe LVMH (Dior, Vuitton, Moët et Chandon, Chaumet, Guerlain, Givenchy, Bon Marché, Samaritaine). A fondé son petit empire en reprenant le groupe Boussac pour le franc symbolique grâce à Fabius en 1984 puis en revendant à bas prix et malgré ses promesses les secteurs en perdition. A bénéficié du soutien constant du Crédit Lyonnais et, avant 1993, des conseils de Nicolas Sarkozy, alors avocat. Ce fut la naissance d'une belle amitié : le patron de LVMH fut, avec Martin Bouygues, témoin du mariage de Nicolas Sarkozy et de la désormais fameuse Cécilia.

● **Bebear, Claude.** Fondateur du groupe d'assurances AXA. Considéré comme le parrain du patronat français. Placé en garde à vue le 12 juin 2002 au siège de la brigade financière de Paris, il est mis en examen le 13 juin pour « blanchiment de capitaux aggravé » entre 1996 et 1998 - de même que Henri de Castries, son successeur à la tête du groupe - pour une affaire de fraude qui implique la banque Worms et la compagnie Pan Euro Life.

● **Blanchiment (aggravé).** C'est le délit à la mode : parmi les soupçonnés, on compte Daniel Bouton, président-directeur général de la Société générale (et ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé, mi-

nistre du budget de 1986 à 1988), Philippe Citerne, directeur général délégué, et Didier Alix, directeur général adjoint de la même banque ; le directeur général de Barclays France. Plusieurs établissements financiers ont également été mis en examen en tant de personne morale : American Express France, la BRED (Groupe Banques populaires), la Société Marseillaise de Crédit.

● **Bouygues, Martin.** Fils de son père, Francis. Entre autres réussites, donne un bel exemple d'enrichissement facile par voie boursière que décrit Olivier Toscer (115) : « ... une série de filiales liées au groupe BTP, mais contrôlées par la famille Bouygues, se sont soudain mises à acheter, en toute légalité bien entendu, des dizaines de milliers de titres du groupe. Lesquels ont ensuite été rachetés par la famille. Comment ? Grâce à des emprunts contractés personnellement auprès d'autres filiales du groupe. » Martin Bouygues, fils de Francis, a été le témoin de Nicolas Sarkozy lors de son mariage avec la désormais célèbre Cécilia.

● **COB.** « Gendarme » de la Bourse qui ne voit jamais les scandales arriver : Eurotunnel, le Crédit Foncier, le Crédit Lyonnais et certaines hausses ou baisses miraculeuses des cours laissent de bois le Pandore.

● **Crédit Lyonnais.** L'État-providence sous la forme d'espèces sonnantes et trébuchantes. Cette banque nationalisée a soutenu à fonds perdus François Pinault, Jean-Charles Naouri (mis en examen dans l'affaire de la Société générale), Jean-Luc Lagardère, Bernard Tapie et bien d'autres. C'est facile d'acheter des entreprises bradées quand une banque vous prête à fonds perdus !

● **État.** Dans l'imaginaire des grands patrons modernes, vampire qui suce le sang de la Libre Entreprise et des Patrons Vertueux. Se transforme parfois en mère-poule qui finance les études des futurs capitaines d'industrie (Jean-Marie Messier...), sauve ses protégés (le « baron » Seillière doit son capital matériel et symbolique à la nationalisation des usines Wendel par Raymond Barre en 1978), passe des commandes coûteuses (par exemple à l'ami Dassault, pour le Rafale), prête à ses amis des sommes considérables à fonds perdus, autorise des arrangements fiscaux et des montages financiers qui creusent le déficit budgétaire - au vu duquel on imposera d'énormes sacrifices aux contribuables ordinaires.

● **Étranglement.** Les grands patrons, le Medef et la CGPME hurlent que l'État prédateur les étrangle et d'aucuns assurent qu'il n'est plus possible de travailler en

France à cause d'une fiscalité étouffante. En France, où le montant des subventions de l'État et des collectivités locales au secteur privé est évalué à 300 milliards de francs par an.

● **Lagardère, Jean-Luc.** Patron de Matra, dont l'entreprise a prospéré grâce aux commandes de l'État. Ses profits lui ont permis d'acquérir le groupe Hachette avant de se lancer dans l'aventure de La Cinq. En 1988, il crée Arjil Groupe, une holding familiale qui prend en charge les salaires des principaux dirigeants de Lagardère. L'opération est d'une légalité douteuse, mais elle est cependant validée au bout de deux ans par la COB et le procès intenté à Lagardère se termine par un

Plan Vigie-Sat

Fichier du favoritisme



◆ Le Crédit Lyonnais, la prov

grand me

non-lieu après six ans de procédure (honni soit qui mal y pense) et un redressement fiscal à l'amiable. Grâce à la bienveillance de Lionel Jospin et de Dominique Strauss-Kahn, il a pu acheter à bas prix Aérospatiale, Airbus et Ariane en 1999. Avec l'accord de DSK, le groupe EADS s'est domicilié à Amsterdam : l'impôt sur les bénéfices est de 15 % aux Pays-Bas contre 33 à 40 % dans les autres pays de l'UE. Autant de perdu pour le fisc français...

● **Messier, Jean-Marie.** Inspecteur des Finances, membre du cabinet d'Edouard Balladur, s'occupe des privatisations puis passe au secteur privé. En 1998, JMM bénéficie de conditions quasi-miraculeuses lors de l'absorption

de Havas par la CGE pour constituer Vivendi par échange de titres de Bourse.

En 1999, il obtient de Christian Sautter une dispense d'impôt sur les plus-values de l'opération Vivendi Environnement de 3,8 ME. En 2000, L. Fabius le dispense de 8,8 ME sur l'opération Vivendi Universal. Obtient de Fabius en septembre 2001 que le prix de la licence pour le téléphone de 3^e génération serait divisé par huit. Quand l'homme fut seul sur le « marché », ce fut une autre histoire...

● **Optimisation fiscale.** « *L'hydre de l'État glouton, confiscatoire et spoliateur relève plus du mythe que de la réalité, tant les possibilités d'optimisation fiscale demeurent nombreuses* » note Olivier Toscer (99). Optimiser signifie qu'on parvient à échapper à l'impôt en totalité ou en partie grâce aux conseils d'avocats de haut vol (sans jeu de mots) tels Jean-Michel Darrois, un ami proche de Nicolas Sarkozy qui a notamment défendu François Pinault et Laurent Fabius. Un parfait exemple d'optimisation est donné par François Pinault, qui parvient à ne pas payer l'impôt sur la fortune en 1997 alors que sa fortune est évaluée cette année-là à 140 millions de francs (hors œuvres d'art bien entendu).

● **Pantouflage.** Passer de l'administration au secteur privé. Des énarques, membres de cabinets

ministériels, de hauts magistrats chargés de la lutte contre la délinquance financière, des policiers, d'anciens ministres sont ainsi engagés par des hommes et des sociétés auxquels ils avaient affaire quand ils étaient censés servir l'État.

● Ploutocratie.

État de fait (jamais de droit) dans lequel le pouvoir appartient aux plus riches. « *J'appelle ploutocratie un état de société où la richesse est le nerf principal de toutes les choses, où l'on ne peut rien faire sans être riche, où l'objet principal de l'ambition est de devenir riche, où la capacité et la moralité s'évaluent généralement (et avec plus ou moins de justesse) par la fortune...* ». (2)

● Presse-Édition-Diffusion.

Bernard Arnault possède *La Tribune* et *Investir*, Bouygues possède TF1, François Pinault possède *Le Point* et la FNAC. Le groupe Lagardère possède *Hachette Livre* (Grasset, Fayard, Stock, Lattès, Calmann-Lévy, Le Livre de Poche), et depuis le rachat de Vivendi Universal Publishing (VUP) Larousse, Laffont, Plon, Julliard etc. mais aussi le réseau des librairies Hachette et les centres de diffusion de Maurepas et de Malesherbes. Ces données n'ont rien à voir avec les conditions pratiques de la liberté d'expression. La preuve, c'est que la plupart des intellectuels n'ont pas protesté lors du rachat de VUP par Hachette.

● Pinault, François.

Autodidacte, patron du groupe Pinault-Printemps-Redoute (Conforama, Gucci, Christies...). A débuté dans les affaires en rachetant à bas prix des scieries en faillite et en les rentabilisant selon des procédés pour le moins discutables. En 1986, sous le gouvernement de Jacques Chirac, il rachète Isoroy (numéro un du contreplaqué) pour un franc symbolique, reçoit de l'État une subvention de 250 millions de francs, et revend l'affaire pour 950 millions de francs à un groupe allemand en 1992. Comme la clause de retour à meilleure fortune ne figure pas dans le contrat de subvention, celle-ci n'est pas remboursée. Toujours en 1986, l'ami de Jacques Chirac reprend La Chapelle-Darblay (papeterie) pour un franc

et la revend en 1987 à un Finlandais : plus-value de 350 millions de francs, + un milliard de francs de subventions + deux milliards de francs de prêts bonifiés. Les aventures du milliardaire, en France et aux États-Unis, dépassent le cadre de cette note.

● Relations.

Le jeu des relations consiste à prendre un nom dans le fichier et à établir un réseau d'amis. Exemple : François Pinault est l'ami de Nicolas Sarkozy (il font du vélo ensemble) et finance les productions cinématographiques de Bernard-Henri Lévy, qui est l'ami de Nicolas Sarkozy (leurs épouses Arielle et Cécilia s'entendent à merveille) et aussi de Jean-Luc Lagardère. BHL tient chronique au *Point*, il est directeur de collection chez Grasset (Hachette) et a revendu l'affaire de son papa à François Pinault, ami de Jacques Chirac. Le milliardaire qui se pique de philosophie est également l'ami d'Alain Minc (*Le Monde*) qui entretient d'excellentes relations avec le ministre de l'Intérieur. Qui se frotte à BHL se pique à beaucoup de puissants...

● Satrape.

Gouverneur de province dans l'ancienne Perse. La chiraquie corrézienne peut être considérée comme une moderne satrapie. Au figuré, homme fier et despotique.

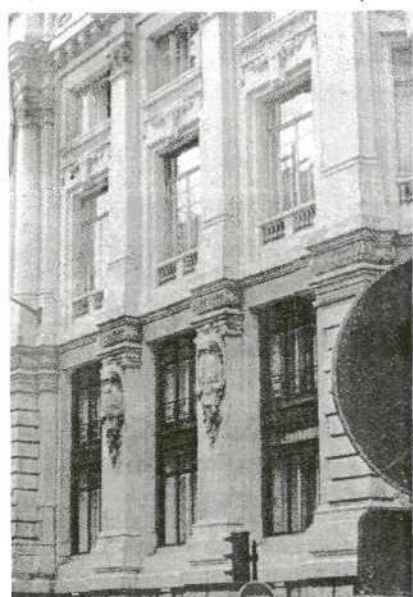
● Trichet, Jean-Claude.

Gouverneur de la Banque de France. Candidat du gouvernement français à la présidence de la Banque Centrale Européenne. Accusé de complicité de faux bilans dans l'affaire du Crédit Lyonnais. Devrait se présenter à l'audience correctionnelle du 6 janvier 2003 pour y être jugé. Mais la confiance, dans le monde de la banque, ne se présume pas.

Annette DELRANCK

❏ (1) Olivier Toscer - « *Argent public, fortunes privées, histoire secrète du favoritisme d'État* », Denoël, 2002 (prix franco : 20 €). Les informations que nous donnons sont tirées de ce livre, qui fournit d'abondantes démonstrations et preuves à l'appui de ce qui est ici évoqué. Les personnes mises en examen citées dans notre article bénéficient de la présomption d'innocence.

(2) Ernest Renan - « *L'Avenir de la science* ».



ance des riches et des puissants.

La dictature des experts

Massivement diffusés par écrit et sur les ondes, les bavardages prétentieux des « experts » forment un discours-fleuve qui exclut le débat entre citoyens et qui s'inspire d'une idéologie anti-démocratique. Rien n'est perdu cependant : l'expertisme est la maladie sénile de l'économisme ultra-libéral.

Sur la scène médiatique, l'expert occupe la première place dans le système de l'information. Il se présente comme celui qui sait (un savant) et même comme un personnage omniscient dans le domaine économique, le seul qui, dit-on, soit déterminant. L'expert connaît le passé, le présent et l'avenir et on l'interroge comme prophète. Un prophète qui se prend volontiers pour Dieu car il exerce un pouvoir, sur l'information et sur les « décideurs », qui est proportionnel à la crédulité de ceux qui l'emploient et le paient largement.

Idolâtré, et jouissant de sa propre image, l'expert ignore l'humilité du savant devant le cimetière des hypothèses et la prudence des philosophes, dont la pensée, tel l'oiseau de Minerve, prend son envol au crépuscule. Le paradoxe de l'expert médiatique, c'est qu'il n'a pas d'expérience. L'expérience est l'épreuve dont on est sorti, le chemin que l'on a déjà parcouru dans la connaissance ou dans l'histoire. Il faut prendre au sérieux les experts auprès des tribunaux, qui peuvent confondre tel plagiaire et les experts-comptables qui s'occupent de bilans. Mais l'idée d'expertiser le futur est une absurdité fortement soulignée par François Guéry dans son dialogue avec Corinne Le-page (cf. *Royaliste* n° 783).

L'expert patenté n'est qu'un « gourou », pour reprendre le mot significatif qui fleurit dans la presse économique et financière ou plus exactement un charlatan qui parle (*charlar*) à tort à travers. La démonstration éclatante de cette imposture est apportée par un homme d'expérience (1). Jacques Sapir travaille sur l'économie dans une intention scientifique qui n'est jamais séparée de sa situation effectivement vécue de citoyen d'un État, membre d'une nation singulière. Ceux qui connaissent ses ouvrages antérieurs savent que cet économiste a l'expérience de la Russie, soviétique puis soumise à l'idéologie ultra-libérale et maintenant renaissante. Or la leçon de l'expérience russe, c'est que les prescriptions des experts ont conduit au désastre sous l'égide de la moderne trinité - « le mafieux, le pirate informatique et la prostituée » - jusqu'au krach de 1998. (2)

L'expert, ce n'est pas seulement celui qui est voué à se tromper en raison de son statut de faux prophète : « *l'expertisme n'est pas seulement une doctrine, c'est un comportement social, une pathologie* », note Jacques Sapir en homme sans cesse confronté aux marchands d'illusions et autres apprentis-sorcières. Science illusoire sans conscience de soi, mais avec une immense bonne

conscience. Devant les caméras, l'expert peut se prendre au sérieux et croire en sa propre compétence. Il oublie qu'il a été invité à paraître parce qu'il sert les intérêts des puissants. Il n'ose pas s'avouer qu'il a avantage à paraître pour conforter sa bonne réputation aux yeux des autres qui lui renvoient la haute estime qu'il a de lui-même. L'expert médiatique est fou de considération, qui va de pair avec la richesse : sa corruption est un secret de polichinelle.

Qu'importe, puisque les responsables politiques qui ne veulent plus répondre de rien continuent de s'en remettre à ces personnages dérisoires qui se réfèrent, implicitement ou non, à une idéologie anti-politique. Cercle infernal : la démission des politiques se fait au profit de ceux qui récusent le politique, c'est-à-dire le souci du bien commun et la relation, proprement démocratique, entre le pouvoir et le peuple. La promesse communiste, c'était « les soviets plus l'électricité ». La communication moderne, nous dit Jacques Sapir, c'est le compassionnel plus la technicité. La compassion comme remède à la violence des lois économiques « naturelles ». La technique (illusoire) comme discours destiné à évincer les institutions politiques et à effacer le

caractère éminemment politique de l'économie.

Sous le « pragmatisme », se cache une idéologie anti-démocratique qui a déjà trouvé ses formes concrètes : la Banque centrale européenne et l'Organisation mondiale du commerce sont des organismes peuplés d'experts qui sont censés prendre des mesures, politiquement neutres, au nom de la vérité éternelle d'une science immuable dans ses lois. Derrière le mot d'ordre de la « gouvernance », se profile l'idée d'une « constitution économique » mondiale qui réglerait les rapports entre les organismes de régulation dirigés par les experts.

Jacques Sapir consacre une grande partie de son livre à récuser ce dispositif. Lecteur attentif de Carl Schmidt et de Friedrich von Hayek, critique virulent d'Élie Cohen (un expert typique), il met en évidence les impasses et les contradictions de l'ultra-libéralisme, la fausseté de ses théories et leurs conséquences catastrophiques - qu'il s'agisse de l'Autriche des années trente ou de l'Argentine d'aujourd'hui.

Cette démystification générale permet de tracer les chemins de la reconstruction d'une politique économique qui ne récusera pas a priori l'appropriation collective, l'inflation et le contrôle de la monnaie. Mais elle prendra tout son sens et son efficacité dans un vaste mouvement de retour à la raison politique. Repenser la légalité, contre le formalisme procédural, dans sa relation à la légitimité. Reconquérir la souveraineté nationale et populaire. Reconstruire l'État. Bâtir une Europe de la coopération... Penseur de la République, Jacques Sapir montre la voie d'un retour à la démocratie.

B. LA RICHARDAIS

■ (1) Jacques Sapir - « *Les économistes contre la démocratie - Pouvoir, mondialisation et démocratie* », Albin Michel, 2002, prix franco : 22€.

■ (2) Cf. « *Le Krach russe* », La Découverte, 1998, prix franco : 7€.

Montaigne, « notre contemporain absolu »

Joseph Macé-Scaron, qui dirige les pages « débats et opinions » du *Figaro* a su donner en quelques années une autre allure à la controverse intellectuelle, enfin sortie de ses codes et de ses enfermements, pour atteindre vigueur et intelligibilité. Et s'il y avait du Montaigne là-dessous ? Pardon, mais c'est lui-même qui nous donne le soupçon, en nous offrant un livre de belle vivacité sur notre Gascon, qui en devient interlocuteur aimable et direct. Non sans quelque ressemblance avec un fabuliste jadis par Boutang revivifié et apparaissant « souriant au seuil de sa maison ». Pour parler aussi bien d'un écrivain, il faut d'abord l'aimer et pour ainsi dire le déguster. Or Montaigne, avec son fort appétit, se prête à un tel rapport gustatif. La vie intellectuelle a chez lui un goût de chair, et s'il est loin d'être indifférent aux idées, c'est que celles-ci sont elles-mêmes charnelles, comme le spirituel selon Péguy.

Mais nous voici déjà engagés dans une voie, où pour ne pas se perdre, il faudrait avoir accompli le parcours de l'auteur des *Essais*. Parler du débat selon Montaigne suppose qu'on ait quelque idée de sa conception de la vérité, de la signification de son scepticisme universel et d'une sorte de parti pris pour la fraternité. Or, il se pourrait bien que sur chacun de ces points on découvre autant de pièges dans lesquels on tombe aussi souvent que nous y exposent nos préjugés. C'est pour avoir lu trop distraitemment les *Essais* qu'on a fabriqué successivement autant de Montaigne accordés aux tropismes du temps. Car on se trompe à imaginer un homme indifférent à la vérité, un sceptique tombant dans tous les pièges du pyrrhonisme ou encore un pacifiste béat. Certes on n'a pas tort de ranger notre Gascon dans le parti de la tolérance. Lui qui est d'avis « que c'est remettre ses conjonctures à bien haut prix que d'en faire cuire un homme » nous invite à pacifier nos controverses et à ne pas transformer tout désaccord en guerre civile. Cette guerre civile il la connaissait trop par expérience pour n'en pas vouloir éloigner la menace terrible.

Mais si le prix à payer de la violence des mots était précisément le bénéfice de la vérité ? « Nous n'apprenons à disputer que pour contredire, et chacun contredisant et étant contredit, il en advient que le fruit des disputes c'est perdre et anéantir la vérité. » Joseph Macé-Scaron tire de là toute une sagesse de la controverse intellectuelle : « Ce qu'il faut, c'est tâcher de réveiller parmi les clercs le sentiment de leur irréalité, de la fiction qui les fait vivre et que ce sentiment devienne pour eux décisif. Il faut leur répéter : vous n'êtes

plus ce que vous imaginez être, vous vivez dans un monde apocryphe mais vous avez toutes les cartes en main pour rebattre le jeu et redistribuer vos chances. »

Le parti pris pour la bienveillance ne fait pas de l'auteur des *Essais* un pacifiste bêlant. C'est un guerrier : « Notre philosophe porte l'épée et entre en guerre. » Dans son livre, il n'est question que de grands capitaines. De ce point de vue, l'option « zéro morts » est étrangère à celui qui pense qu'« il n'est point d'utilité ni plus juste, ni plus universelle que la protection du repos et grandeur de son pays ». La guerre fait partie de notre humaine condition. Le Gascon n'en est pas seulement persuadé, il est sur la brèche, combat avec la plus grande ardeur. C'est qu'il a goût aussi pour la politique qui comporte son lot de désordre, de maladie et de misère. De tout cela, il s'efforce de tirer le meilleur. Et en ce sens, il est conservateur. Pas de n'importe quoi. De ce qui importe à la vie et à l'ordre nécessaire.

Encore un sujet de dispute, que Joseph Macé-Scaron agite avec une certaine délectation. Oui Montaigne est conservateur, mais avec l'intelligence de son temps : « Car être conservateur au XVI^e siècle, c'est précisément être du côté de ceux que l'on a nommés les « politiques » favorables à la liberté religieuse, et non dans le camp catholique dont les hérauts sont les Guise. » Il n'est pas plus indulgent pour les Réformés, notamment lorsqu'ils utilisent le livre de son cher La Boétie, *De la servitude volontaire*, pour en faire une arme contre la monarchie. « Conseiller au Parlement, maire de Bordeaux, diplomate et intercesseurs entre les trois Henri – Valois, Guise et Navarre – ces trois dogues qui se disputent les lambeaux de la France : il a toujours opté, sans rêver mais aussi sans barguigner, pour l'attitude la plus loyale-ment royaliste. »

par Gérard Leclerc



La politique, selon Montaigne, est dégoût des idéologies mensongères et conduit sans aucun doute à détester le mythe d'une révolution aveugle dont on ignore les torrents de sang. « Quand Bernanos, dans *Le lendemain* c'est vous, appelle à la résistance le peuple confiné dans ses caves de la Maison France par des siècles de désordre établi, il ne veut sûrement pas enrôler les Tricoteuses de la Révolution ou les égorgeurs d'huguenots. » Mais si l'essayiste est si habile aux rapprochements entre le XVI^e siècle et notre époque, c'est que son médiateur, notre « contemporain absolu » a le caractère de familiarité, de simplicité et de lucidité qui crée sans cesse des analogies fécondes. Alors autant suivre son conseil et replonger dans les *Essais*. (1) Nous y retrouverons l'homme dans sa chaleur, sa sincérité, son érudition intégrée et pourrions ainsi profiter de son suc et de sa substance, loin de « toutes les longueries d'appât », des « subtilités grammairiennes » et de ce qui tourne « autour du pot ». Nous y trouverons un homme « tout cru », vivant et amical, dont la philosophie, dit Joseph Macé-Scaron, est adaptée à tous les esprits, et fait résonner un « chant écrit pour toutes les voix et tous les registres ».

■ Joseph Macé-Scaron - « Montaigne notre nouveau philosophe », Plon, prix franco : 18 €.

(1) Avec Joseph Macé-Scaron je recommande volontiers l'édition des *Essais* mise en français moderne par Claude Pinganaud aux éditions Arléa, prix franco : 23 €.

Gotha

Un certain royalisme

Pour ceux qui se souviennent encore, le *Gotha* - genre de petit annuaire des familles régnantes et/ou nobiliaires de l'Europe - était le plus sûr moyen de s'user définitivement les yeux en tentant d'en déchiffrer les caractères microscopiques. Pourtant, cet inconvénient était largement contrebalancé par le caractère exhaustif des informations fournies. Les ouvrages traitant de généalogies de familles régnantes ou médiatisées sont nombreux et pas tous de la meilleure eau, ce qui nous évite généralement d'avoir à en traiter...

Pour ma part, deux auteurs échappent à cette critique. Il s'agit de Guy Coutant de Saisseval, récemment disparu, et de Chantal de Badts, dont le *Petit Gotha* vient de paraître.

Voici donc la seconde édition de cet ouvrage. Les notices concernant chaque famille sont nettes, complètes, précises, et l'on note avec surprise l'introduction d'une certaine dose d'humour, rarement présent en cette matière. Rien à reprocher donc à ce *Gotha*, même pas son prix parfaitement raisonnable, pas plus que cette présentation sobre, dépouillée qui nous éloigne du clinquant d'autres livres où l'on trouve généralement sur la couverture une recherche bien peu utile, souvent rutilante, généralement l'exacte marque en creux, du justement creux de l'intérieur.

C'est Noël, ayez cette idée en tête, vous ne le regretterez pas.

Pascal BEAUCHER

Chantal de Badts de Cugnac et Guy Coutant de Saisseval - « *Le Petit Gotha* ». Ed. Le petit Gotha, 2002, prix franco : 65 €.

Il y a quelques années, la NAR publiait *Une révolution dans le royalisme*, qui était en quelque sorte le récit d'une genèse programmatique. Mais tout le royalisme n'avait pas connu cette révolution. Une bonne part ne l'avait ni voulue, ni suivie. C'est à celle-ci que Jean-Paul Gautier a consacré sa thèse dont il vient de tirer un ouvrage intitulé *La Restauration Nationale*.

Il n'est pas certain que les royalistes soient les meilleurs connaisseurs de leur histoire, nous voulons dire de l'histoire du royalisme. Trop souvent, ils se contentent des légendes de fins de banquet, lorsque, le vin aidant, les exploits dérisoires se transforment en épopée magnifique ou se satisfont de ces hagiographies sans cesse répétées que produisent des épigones transis qui prennent quelques slogans datés, et parfois imbéciles, pour des fulgurantes prophétiques. On leur appliquerait volontiers ce dialogue entre Pierre Dac et Francis Blanche qui, aujourd'hui encore, nous réjouit (c'est un extrait du fameux sketch du Sâr, cité de mémoire, et sans l'accent et les mimiques des deux compères). « *Que pouvez-vous dire de monsieur ? - Monsieur prend sa vessie pour une lanterne. - Et alors ? - Et alors, il se brûle.* »

Les travaux sur le royalisme sont rares, hors ceux qu'une intention propagandiste inspire, les universitaires se contentant généralement de quelques paragraphes spécifiques, souvent bâclés, au milieu de sommes consacrées à ce conglomérat que l'on appelle l'extrême droite. Mais, ce journal en porte témoignage, tout le royalisme n'est pas d'extrême droite, et s'il existe bien un royalisme

d'extrême droite, celui-ci occupe au sein de cette famille une place spécifique qui mérite mieux que quelques lignes rapides. C'est cette lacune que vient combler le travail de Jean-Paul Gautier, « *La Restauration Nationale, un mouvement royaliste sous la V^e République* ».

Comme le montre Jean-Paul Gautier, il est tout à fait légitime d'inscrire la Restauration Nationale dans la mouvance de l'extrême droite, dans la mesure où elle partage la plupart de ces engagements, de la lutte pour l'Algérie française à la défense de l'ordre moral, mais en y apportant une cohérence doctrinale tout à fait singulière. C'est que la Restauration Nationale est l'héritière d'un mouvement qui fut d'abord une pensée : l'Action française de Charles Maurras. De l'Affaire Dreyfus au régime de Vichy, Charles Maurras fut un des acteurs majeurs de la vie intellectuelle française, côté droit. Sa doctrine, le nationalisme intégral, attira de grands esprits, et son influence dépassait largement le cadre des seuls militants de la ligue d'Action française.

Aussi, et à l'inverse des autres mouvements qui composent l'extrême droite, la Restauration Nationale peut présenter une doctrine cohérente, où les arguments

s'enchaînent logiquement pour peu que l'on en accepte les prémisses. Loin des pulsions émotionnelles du populisme, c'est à la rigueur d'un raisonnement que les militants sont invités à se soumettre. Mais, et Jean-Paul Gautier le montre bien, ce qui pourrait apparaître à première vue comme un atout se transforme dans les faits en handicap. C'est que l'efficacité politique exige une souplesse qui contredit les rigidités de la doctrine. En l'occurrence, des rigidités encore accrues par la crispation dogmatique des cadres de la Restauration Nationale, une crispation qui trouve sa source dans deux causes : un engagement qui fut plus souvent le fruit d'une fidélité filiale que le résultat d'une adhésion raisonnée, et l'expérience traumatisante de la scission - de la scission des jeunes - dont celle qui fut à l'origine de cette maison reste sans doute la plus marquante.

A côté de ces réflexions d'ordre théorique, le livre de Jean-Paul Gautier est aussi une histoire. C'est le récit de près de cinquante d'ans d'engagements, de combats et de péripéties menés par une Action française continuée qu'il développe. Et si ses propos sont sans complaisance, ils évitent toujours l'invective et la caricature. Nous invitons tous les royalistes à le lire, ne serait-ce que pour vérifier que, décidément, le royalisme est divers.

Patrick PIERRAN

■ Jean-Paul Gautier - « *La Restauration Nationale, un mouvement royaliste sous la V^e République* ». Syllepse, 372 p., prix franco : 22 €.

Vœux

Le Comité directeur de la NAR et toute la rédaction adressent aux lecteurs de *Royaliste* leurs meilleurs vœux pour l'année nouvelle et les invitent à venir tous trinquer avec eux au

POT DE NOUVEL AN

qui aura lieu le

SAMEDI 11 JANVIER

à partir de 17 h jusqu'à 19 h 30 dans les locaux du journal.

A 18 h allocution de Bertrand Renouvin

SOUSCRIPTION

Tous les dons recueillis depuis le 1^{er} septembre 2002 viennent s'inscrire au crédit de notre prochaine souscription du printemps 2003. Merci à tous ceux qui alimentent régulièrement notre « trésor de guerre ». Grâce à eux nous pouvons ainsi poursuivre notre combat en dépit des conditions difficiles.

4^e liste de souscripteurs

Djamel Boudjelal 20,57 € - Michèle Dutac 7,24 € - Michel Fontaurelle 460 € - Armelle Fincato 12 € - Yves Gillet 30 € - Patrick Jacques 7,62 € - Blandine Kriegel 40 € - Guy Leclerc-Gayrau 10,29 € - Christian Lecocq 40 € - Monique et Michel Pinçon 50 € - Yolande de Prunel 50 € - Jean-Pierre Samoride 40 € - Pierre Sauterey 150 €.

Total de cette liste : 917,72 €

Total précédent : 1007,16 €

Total général : 1924,88 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 8 janvier** : Depuis les attentats du 11 septembre, l'islam, confondu avec les groupes de musulmans fanatisés, alimente des peurs aiguës par de spectaculaires attentats, et le thème d'une « guerre des civilisations » hante nombre d'esprits occidentaux. Plus les débats sont passionnés, plus il nous faut raison garder. C'est pourquoi nous avons demandé à **Olivier ROY** de faire, à la suite de l'ouvrage qu'il a récemment publié (cf. *Royaliste* n° 800), une mise au point sur « **L'islam mondialisé** ». Notre invité est connu pour être le meilleur des spécialistes de l'Afghanistan et de l'Asie centrale. Ses travaux sur l'islam et sur l'islamisme font aujourd'hui autorité et son analyse des convulsions qui secouent le monde sont de celles qui permettent de retrouver une approche effectivement politique des contradictions engendrées par la globalisation ultra-libérale et par la crise interne du fondamentalisme islamique. Un sujet brûlant entre tous...

● **Mercredi 15 janvier** : Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, **Jacques SAPIR** avait remarquablement analysé la crise généralisée du système soviétique bien avant qu'elle n'éclate, puis vigoureusement dénoncé la « thérapie » ultra-libérale qui a conduit au krach russe de 1998. L'an dernier, nous avions souligné l'importance de l'ouvrage qu'il avait consacré aux « Trous noirs de la science économique » (*Royaliste* n° 781). Dans son nouveau livre (analysé dans ce numéro en page 8), notre invité montre que l'idéologie dominante est l'instrument de la dictature des experts, qui voudraient effacer le politique et exclure les citoyens des choix décisifs. « **Les économistes contre la démocratie** » : tel est le piège que Jacques Sapir décrit et dénonce grâce à ses connaissances théoriques et à son expérience de l'Est européen, avec une verve polémique particulièrement réjouissante.

● **Mercredi 22 janvier** : Journaliste au *Nouvel Observateur*, **Olivier TOS-CER** a récemment publié une enquête concernant les pratiques, souvent légales, parfois délictueuses, qui ont permis l'enrichissement prodigieux d'un petit groupe de personnalités du monde de l'entreprise et de la finance. Complaisances ministérielles, cécité des *autorités de marché*, réseaux d'amitiés et d'initiés, trafics d'influence, spéculations « miraculeuses » ont créé depuis une vingtaine d'années un système antidémocratique et contraire au souci de justice sociale.

Notre invité nous fera pénétrer « **Au cœur du favoritisme d'État** ». Les manœuvres industrielles et financières, le montant des profits, les coûts supportés par la collectivité nationale, les noms et les carrières des privilégiés : autant d'informations et de révélations qui appellent à une révolution.

● **Mercredi 29 janvier** : Les résultats de l'élection présidentielle ont brouillé les références politiques habituelles et ajoutent de la confusion dans l'esprit d'un temps troublé. C'est dans cette situation que **Daniel LINDENBERG**, philosophe et historien des idées, souvent invité à nos réunions parisiennes, a publié un essai qui a soulevé une tempête (cf. *Royaliste* n° 805). L'adversaire qu'il désigne, ce sont « **Les nouveaux réactionnaires** », parmi lesquels figurent plusieurs intellectuels que nous accueillons régulièrement parmi nous. C'est dire à quel point la polémique nous intéresse et nous intrigue. Les « nouveaux réactionnaires » ont-ils une existence et une cohérence ? L'affrontement classique entre la droite et la gauche conserve-t-il sa pertinence ou de nouvelles lignes de front sont-elles en train de se dessiner ? Ces questions engagent notre avenir.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'état de guerre

Dans une dizaine d'année, les historiens de la vie politique française expliqueront des évolutions majeures ou des révolutions par des faits qui nous paraissent aujourd'hui d'une grande banalité. Peut-être s'étonneront-ils, par exemple, de la complaisance des médias et de la mansuétude des citoyens à l'égard de la délinquance des hautes classes.

La distance les rendra plus clairvoyants que nous, mais nous leur demandons de prendre en compte l'osmose entre les médias et l'oligarchie, la corruption passive de nombreux « intellectuels médiatiques » et l'hésitation de nombreux citoyens, partagés entre le dégoût et la crainte de favoriser les extrémismes.

Il n'empêche. Au fil d'une chronique judiciaire dense et compliquée, certains de nos contemporains sont parfois saisis d'un sentiment d'étrangeté. Quelle équipe ! Jean-François Trichet, candidat à la présidence de la Banque centrale européenne doit passer en correctionnelle pour « complicité de diffusion de fausses informations au marché et de publication de comptes sociaux inexacts » dans l'affaire du Crédit Lyonnais ; Alain Juppé, président du parti majoritaire et héritier présumé de Jacques Chirac, est poursuivi pour « abus de confiance », « recel d'abus de biens sociaux » et « prise illégale d'intérêts » dans l'affaire du financement du RPR, et devrait comparaître devant le tribunal de Nanterre avant la fin de l'année. Et nul n'ignore que le président de la République fera l'objet d'une enquête sur les réseaux de financement occulte de son parti dès qu'il aura cessé ses fonctions.

Bien entendu, ces hautes personnalités bénéficient, comme tous les citoyens, de la présomption d'innocence. Mais il est sidérant que ces responsables politiques, qui demandent qu'on leur fasse confiance et qui prétendent donner le bon exemple, ne se soient pas retirés provisoirement de la vie publique – le temps qu'ils soient lavés de tous soupçons.

Certes, MM. Chirac et Juppé ont été réélus. Mais le malaise demeure, et les jugements négatifs portés sur eux n'ont pas disparu. Peu leur chaut : ils



perçoivent leurs démêlés avec la justice comme de simples incidents ou accidents de carrière et espèrent qu'ils surmonteront l'obstacle du tribunal comme Dominique Strauss-Kahn. Au fil de leurs déclarations à la presse, il ne semble pas qu'ils aient conscience d'une faute. Au contraire, c'est le rappel public des mises en examen qui est dénoncé comme une inconvenance !

S'ils gardent l'estime d'eux-mêmes, c'est qu'ils vivent dans un club fermé, où seul importe le regard des pairs – dont beaucoup connaissent les mêmes tracas. Mais quelle indifférence et mépris pour le peuple, réduit à une masse de « gens » aveugles ou paralysés par le respect.

Or le respect, cela s'obtient de diverses manières. Ayant lu, comme tout un chacun, d'innombrables articles sur le discrédit de la classe politique, les oligarques ont parfois le sentiment qu'ils ne parviennent plus à inspirer le respect, qu'ils ne méritent plus la confiance de leurs électeurs, tant ils leur ont délibérément menti. Sans doute peuvent-ils se rassurer en contemplant sur les écrans l'image flatteuse que leur renvoient les journalistes de cour. Une sourde inquiétude les ronge cependant, semblable à celle des bourgeois de la prétendue « Belle époque » lorsqu'ils songeaient aux « bras nus » des faubourgs. En 1900 comme aujourd'hui, même réponse : une population qui n'est plus pétrie de respect doit être tenue en respect.

Telle est la solution trouvée par Alain Minc, qui dit toujours tout haut ce que murmure l'oligarchie. Pour l'homme du *Monde*, nous allons devenir une « société à l'israélienne » toujours « hyper démocratique » mais qui va « prendre l'habitude de vivre dans un cadre démocratique contraignant » : celui de la défense civile, de la surveillance informatique, des fouilles au corps, des contrôles incessants qui nous maintiendront sur le « qui-vive »... en toute liberté.

Il y a de la folie à présenter comme modèle une société qui vit dans la terreur. Mais il est vrai que la stratégie de la tension mise en œuvre par l'oligarchie nous met psychiquement et parfois physiquement en état de guerre. Guerre contre l'ennemi intérieur, mixte de voyous de banlieues et de barbus fanatisés – ou demain de salariés en colère. Guerre, de temps à autre, contre un ennemi extérieur... Ne nous laissons pas prendre par la peur.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Alain Minc, *Le fracas du monde*, Seuil, 2002.